



Pour

Provoker une véritable lutte contre l'analphabétisme

Photo : Christiane Tremblay

Selon les données d'une récente étude, 55% des adultes québécois éprouvent de la difficulté avec la lecture et l'écriture, et 59%, avec les chiffres. Or, si certaines personnes ont manifesté leur inquiétude, aucune mesure n'a encore été prise par le gouvernement pour redresser la situation.

Alain Cyr,
coordonnateur, Groupe Alpha Laval

La moitié des adultes vivant au Québec arrivent mal à comprendre et à utiliser des textes suivis dans leur quotidien. C'est ce que révèle *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) dont les résultats ont été publiés à l'automne 2005. Les données seraient sensiblement les mêmes pour le Canada. De tels chiffres sont alarmants! Et ce qui l'est plus encore, c'est l'inaction des gouvernements. Comment les groupes populaires en alphabétisation peuvent-ils se servir de l'enquête pour briser cette inertie incompréhensible et forcer les dirigeants politiques à agir? De quelle façon peuvent-ils sonner l'alarme pour réveiller les élus et les fonctionnaires?

Une autre façon d'aborder l'analphabétisme

En 2003, Statistique Canada s'associait avec le US National Center for Education Statistics (NCES) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour entreprendre une nouvelle étude internationale basée sur celle ayant eu lieu en 1994¹ dont le but était « d'élaborer

¹ *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)*, menée en 1994, à laquelle collaborèrent le Canada, l'Irlande, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède, la Suisse et les États-Unis, démontra que « les capacités de lecture de chaque citoyen constituent de puissants facteurs qui déterminent la capacité d'innovation et d'adaptation d'un pays ». *Lire l'avenir: un portrait de l'analphabétisme au Canada. Document de base sur l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)*, gouvernement du Canada, 1996, p. 2.

des échelles pour comparer le rendement en lecture parmi des personnes dont les capacités varient considérablement, et pour comparer les capacités de lecture d'une culture et d'une langue à l'autre». Évaluer les capacités des adultes 10 ans plus tard permettait de suivre l'évolution des niveaux de littératie. Six pays et un État y participèrent, le Canada, les Bermudes, l'Italie, la Norvège, la Suisse, les États-Unis et l'État mexicain du Nuevo Leon. La composante canadienne de ce projet d'envergure internationale, *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA), permet de comparer les résultats des 10 provinces et des 3 territoires du Canada. Les données furent rendues publiques en novembre 2005.

Un total de 23 000 Canadiennes et Canadiens, dont 4 166 Québécoises et Québécois, ont fait partie de cette étude en réalisant des tâches regroupées selon quatre domaines: les textes suivis, les textes schématiques, la numérotation et la résolution de problèmes². Les épreuves avaient lieu dans l'une des deux langues officielles (le français et l'anglais).

Les compétences des répondantes et des répondants ont été évaluées suivant cinq niveaux, le niveau 3 étant reconnu comme le seuil minimal pour bien fonctionner avec l'écrit dans notre société. D'ailleurs, l'enquête définit l'alphabétisme ainsi: «la capacité d'une personne de comprendre et d'utiliser

des imprimés et des écrits nécessaires pour fonctionner dans la vie de tous les jours, à la maison, au travail et dans la collectivité, pour atteindre ses objectifs, parfaire ses connaissances et accroître son potentiel³». L'enquête ne visait pas à mesurer l'absence de compétences, mais plutôt à évaluer les connaissances dans les quatre domaines définis, à partir d'une gamme de capacités⁴.

Cette vision des choses est intéressante. En éliminant la notion d'«analphabète» dans le sens de personne qui ne sait ni lire ni écrire, elle nous amène à nous pencher sur les compétences des adultes, qui possèdent certaines habiletés en lecture et en écriture, mais pas suffisamment pour bien fonctionner dans notre société. Selon mon expérience de sensibilisation, lorsqu'on demande à des intervenantes et à des intervenants de divers organismes s'ils comptent des personnes analphabètes dans leur groupe, la réponse est souvent non. Par contre, dès qu'on nuance la notion d'analphabétisme, ils commencent à penser à quelques personnes.

En outre, avec une définition plus large, où l'on parle de capacité à «utiliser des imprimés et des écrits nécessaires pour fonctionner dans la vie de tous les jours», on en vient à constater que la situation a beaucoup évolué au fil des ans. En effet, les exigences de la société sur le plan de l'écrit sont plus grandes maintenant qu'il y a 50 ans. À

titre d'exemple, pour obtenir un renseignement, la citoyenne, le citoyen doit nécessairement passer par l'écrit dans un contexte d'informatisation à outrance (guichet automatique, services en ligne, Internet, etc.), et affronter toute une série d'obstacles qui peuvent l'empêcher d'«atteindre ses objectifs, parfaire ses connaissances et accroître son potentiel».

Des statistiques pour montrer l'ampleur de l'analphabétisme

Comment convaincre la population et les gouvernements du fait que beaucoup de gens, encore en 2006, éprouvent des difficultés avec la lecture et l'écriture, malgré l'école obligatoire jusqu'à 16 ans?

En éliminant la notion d'«analphabète» dans le sens de personne qui ne sait ni lire ni écrire, l'enquête nous amène à nous pencher sur les compétences des adultes, qui possèdent certaines habiletés en lecture et en écriture, mais pas suffisamment pour bien fonctionner dans notre société.

Les statistiques soulignent souvent l'ampleur d'un phénomène, d'un problème. Concernant l'analphabétisme, deux sources sont fréquemment utilisées. Le niveau de scolarité, mesuré

2 En 1994, il y avait seulement trois catégories: textes suivis, textes schématiques et textes au contenu quantitatif. La dernière catégorie a été modifiée pour devenir numérotation et la catégorie résolution de problèmes a été ajoutée.

3 *Lire l'avenir: un portrait de l'analphabétisme au Canada. Document de base sur l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)*, gouvernement du Canada, 1996, p. 2.

4 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, «Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes 2003», mercredi 9 novembre 2005, p. 6 (www.statcan.ca).

Comment convaincre la population et les gouvernements du fait que beaucoup de gens, encore en 2006, éprouvent des difficultés avec la lecture et l'écriture, malgré l'école obligatoire jusqu'à 16 ans ?

par le recensement dans une ville, une région ou la province, nous indique le pourcentage de la population ayant moins de 9 ans de scolarité ou n'ayant aucun diplôme d'études secondaires (selon le recensement de 2001, l'Institut de la statistique du Québec estime que 31,7%⁶ de la population âgée de 15 ans et plus n'a pas de diplôme d'études secondaires). Ensuite, les données de *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* nous apprennent que, au Québec, sur la population âgée de plus de 16 ans, 55% des gens n'ont pas suffisamment de compétences pour bien fonctionner dans la société actuelle en ce qui concerne les textes suivis et 59% d'entre eux sont dans le même cas à propos de la numérotation⁷. Sur quelles sources se baser ?

Il est pratique d'utiliser le niveau de scolarité, puisqu'il s'agit de données reconnues et que nous avons peu d'explications à fournir lorsque nous les présentons à la population. Par contre, elles nous incitent à nuancer nos propos, car certaines personnes possèdent moins de neuf ans de scolarité et n'éprouvent pas nécessairement de difficultés avec la lecture, alors que c'est le cas pour d'autres même

avec plus de neuf ans d'études. Cela nous amène forcément à établir des distinctions entre personne analphabète et personne peu scolarisée. De plus, le niveau de scolarité nous renseigne peu sur la façon dont les personnes se servent de l'écrit au quotidien. Nous pouvons simplement dire que ces données nous portent à croire que certaines personnes éprouvent des difficultés ou qu'elles risquent d'en éprouver. Non seulement elles ne nous donnent pas l'heure juste, mais aussi elles peuvent nous conduire à sous-estimer le nombre de personnes pour lesquelles lire et écrire demeurent un fardeau. D'ailleurs, depuis le recensement de 2001, les statistiques concernent uniquement les gens de plus de 20 ans comparativement aux années précédentes où l'on comptait les personnes âgées de 15 ans et plus. Utile si l'on veut faire croire que le taux d'analphabétisme a diminué !

Les données les plus intéressantes demeurent celles de *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes*, car elles s'appuient sur les résultats d'épreuves réelles concernant la manière dont les gens utilisent l'information écrite et elles éliminent la notion de marginalité attachée au problème: l'analphabétisme ne touche plus qu'une minorité, mais un grand nombre de personnes. Devant l'ampleur des résultats, il devient plus facile d'estimer les conséquences de l'analphabétisme sur une population et sur la société en général. Même si l'enquête précise qu'elle n'évalue pas l'absence de compétences (l'analphabétisme), elle

nous donne tout de même de bons indicateurs pour mesurer cette réalité (elle fait bien ressortir les exigences actuelles de la société quant à l'écrit par ses cinq niveaux de mesure des compétences et par ses quatre domaines – textes suivis, textes schématiques, numérotation et résolution de problèmes – de même que le degré de difficulté d'une grande partie de la population devant des tâches à accomplir en lien avec l'écrit). L'enquête fournit également du matériel aux groupes populaires en alphabétisation en ce qui concerne leurs actions courantes (sensibilisation, concertation, etc.), parce qu'on y trouve des données sur le sexe, l'âge, les sous-groupes de population (autochtones, personnes immigrantes, etc.). Enfin, comme les gouvernements canadien et québécois ont investi de l'argent pour la réalisation de cette étude, nous pouvons supposer, à juste titre, qu'ils croient au sérieux et à l'objectivité des résultats.

Les personnes immigrantes sont-elles comptées dans ces chiffres? Voyons brièvement ce que dit l'enquête sur le sujet: peu importe la langue maternelle, elles ont obtenu des scores inférieurs à la moyenne de la population née au Canada; elles ont tendance à être plus scolarisées que par le passé (considérons ici que les premières catégories de personnes immigrantes venaient au pays dans le but d'investir dans des entreprises ou d'exercer des métiers aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre); de plus en plus de personnes immigrantes viennent de pays où l'on ne parle ni le français ni l'anglais (bien entendu, celles

6 STATISTIQUE CANADA. *Recensement du Canada*, 2001, compilation et traitement: Institut de la statistique du Québec, 2003 (www.statcan.ca).

7 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, « Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes 2003 », mercredi 9 novembre 2005 (www.statcan.ca).

et ceux dont la langue maternelle est le français ou l'anglais ont eu des scores plus élevés que les autres).

Nous touchons ici à une faiblesse de l'enquête. De quelle façon a-t-on pu mesurer les compétences en littératie des populations vivant au pays et ne parlant aucune des deux langues officielles, comme les personnes immigrantes ou celles habitant le Nunavut⁸? On devra se pencher sérieusement sur cette question lors de la prochaine enquête pour obtenir des données plus justes.

La pauvreté

Selon l'enquête, «les résultats en littératie chez les anglophones sont meilleurs» alors qu'ils «sont plus faibles chez les Autochtones». «Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, le Québec et le Nunavut obtiennent des résultats plus faibles que la moyenne nationale en littératie.» Par ailleurs, «plus les compétences en littératie sont élevées, plus les gains des travailleurs le sont aussi». Enfin, «les personnes âgées de 16 à 65 ans ayant déclaré une mauvaise santé physique affichaient des résultats inférieurs».

On ne s'en sort pas: dès qu'on parle d'analphabétisme, on parle de pauvreté. Qu'on aborde les causes sous n'importe quel angle, on revient toujours à ce lien.

Bien qu'il existe des milieux de pauvreté chez les anglophones du Canada, on associe davantage, à tort ou à raison, les anglophones à des milieux financièrement à l'aise.

L'enquête nous apprend que leurs résultats sont meilleurs! Encore à tort ou à raison, c'est habituellement l'opinion contraire que nous avons au sujet des autochtones. On les associe plus souvent, et de façon générale, à des milieux de pauvreté. L'enquête nous apprend que leurs compétences sont plus faibles!

Dès qu'on parle d'analphabétisme, on parle de pauvreté.

Par ailleurs, les provinces de l'Ouest sont souvent jugées plus riches que celles de l'Est. «En 2004, l'activité économique a été en plein essor dans l'Ouest du Canada, tandis que la croissance a été inférieure à la moyenne nationale dans toutes les provinces à l'est de la Saskatchewan, selon les données révisées des comptes économiques provinciaux et territoriaux⁹.» L'enquête nous apprend que le Québec et certaines provinces de l'Est présentent des résultats plus faibles que la moyenne! Si les revenus d'emploi restent supérieurs chez les personnes dont les compétences en littératie sont élevées, l'inverse est aussi vrai: moins les gains des travailleuses et des travailleurs sont élevés, plus les personnes possèdent de faibles compétences en littératie.

De nombreux liens s'établissent également entre un mauvais état de santé et les milieux de pauvreté. Selon Statistique Canada, «chez les adultes d'âge mûr (âgés de 45 à 64 ans), les caractéristiques socio-économiques comme le niveau de scolarité et le revenu du ménage sont des déterminants plus importants du vieillissement en bonne santé que les bonnes habitudes de vie¹⁰». L'enquête nous apprend que les gens ayant déclaré une mauvaise santé physique obtiennent de moins bons résultats!

S'attaquer à l'analphabétisme

Selon l'enquête, peu d'améliorations ont été constatées depuis 1994: on l'a dit, concernant les textes suivis, 48% des personnes vivant au Canada et 55% de celles vivant au Québec n'ont pas le niveau de compétences souhaité pour bien fonctionner dans la société; quant à la numératie, c'est le cas de 55% des personnes vivant au Canada et de 59% de celles vivant au Québec. Sur les 10 provinces et les 3 territoires, le Québec se situe au 10^e rang pour les textes suivis et au 9^e rang pour la numératie.

Avec de tels chiffres, il est étonnant que les gouvernements, autant le provincial que le fédéral, se prononcent si peu sur la question.

Comment comprendre qu'on réserve si peu de ressources pour l'alphabétisation, comme c'est le cas au Québec malgré la politique québécoise sur l'éducation des adultes et la formation continue? De quelle façon expliquer le sous-financement perpétuel des

8 Rappelons ici que les gens devaient choisir de passer les épreuves en français ou en anglais, et ce, peu importe leur langue maternelle et leur connaissance de l'une des deux langues officielles.

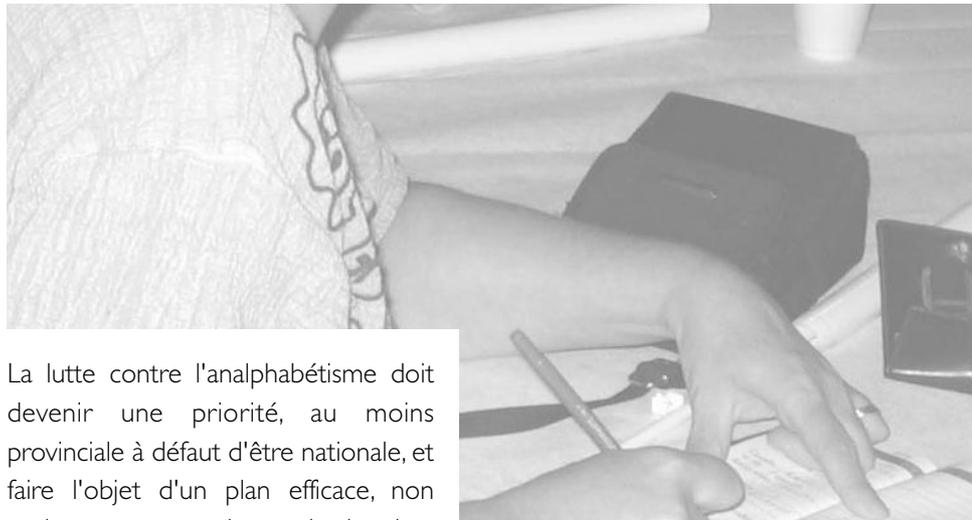
9 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, «Produit intérieur brut par province et territoire», mardi 8 novembre 2005 (www.statcan.ca).

10 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, «Enquête nationale sur la santé de la population», lundi 9 mai 2005 (www.statcan.ca).

groupes populaires d'alphabétisation, considérant un besoin si grand? Comment comprendre le peu de financement alloué à la prévention pour éviter que d'autres générations connaissent la même réalité?

Sur les 10 provinces et les 3 territoires, le Québec se situe au 10^e rang pour les textes suivis et au 9^e rang pour la numérotation.

Bien sûr, il est fait mention dans la politique québécoise de la volonté d'augmenter l'accessibilité à la formation. Pour ce faire, on a mis en place une semaine des adultes en formation afin de faire valoir l'importance d'apprendre continuellement et d'encourager les personnes à entreprendre des projets en ce sens. C'est bien, mais c'est peu! De quelle manière réduire l'écart entre la volonté écrite du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport de remédier au problème de l'analphabétisme et son manque de soutien quant aux actions sur le terrain? Et pourtant, les actrices, les acteurs sont prêts à se mobiliser. Pensons à l'Institut de coopération sur l'éducation des adultes (ICEA) qui a réuni à l'automne 2005 près de 300 personnes désireuses de trouver des solutions pour rendre plus accessible la formation continue.



La lutte contre l'analphabétisme doit devenir une priorité, au moins provinciale à défaut d'être nationale, et faire l'objet d'un plan efficace, non seulement pour redresser la situation, mais également pour préserver les générations futures. Un tel plan de lutte pourrait être gouvernemental, mais sous la responsabilité du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Il devrait viser l'élimination de certaines incohérences comme celles caractérisant le projet actuel du gouvernement du Québec, «le gouvernement en ligne», chapeauté par le ministère des Services gouvernementaux, où la citoyenne, le citoyen sera encouragé à chercher sur Internet ce dont elle ou il a besoin (information, formulaires, etc.), même si 55% de gens éprouveront très certainement des difficultés à consulter ce type de ressource. Et il serait intéressant d'appliquer cet exercice à d'autres ministères!

N'attendons pas que les gouvernements bougent, allons de l'avant et utilisons les données de l'enquête pour appuyer nos actions, qu'elles soient de sensibilisation, de revendication ou de dénonciation. Cette étude, malgré quelques faiblesses, nous fournit des renseignements crédibles, d'abord parce qu'elle s'est appuyée sur des épreuves et ensuite parce qu'elle a été conduite par des organismes de renom¹¹!

La lutte contre l'analphabétisme doit devenir une priorité et faire l'objet d'un plan efficace, non seulement pour redresser la situation, mais également pour préserver les générations futures.

Nous avons la responsabilité, en tant que groupes populaires d'alphabétisation, de diffuser les résultats de l'enquête à l'échelle locale et régionale, auprès des organismes du milieu, des institutions, des décideurs publics, des députés, etc. Plus nous utiliserons ces données, plus nous forcerons le ministre de l'Éducation à prendre position. Peut-être pourrions-nous l'aider à changer sa façon de comprendre, de lire et de dire la réalité? Peut-être arriverons-nous à inciter le gouvernement à agir, à adopter un véritable plan de lutte provincial contre l'analphabétisme? Peut-être en viendra-t-il à considérer l'alphabétisation comme une priorité, ainsi que nous le lui soufflons à l'oreille depuis si longtemps?